

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, première session

1990, chapitre 58
**LOI CONCERNANT LE CALCUL DES INTÉRÊTS
APPLICABLES À UNE CRÉANCE FISCALE**

Projet de loi 64

présenté par M. Raymond Savoie, ministre du Revenu

Présenté le 15 mai 1990

Principe adopté le 6 novembre 1990

Adopté le 13 décembre 1990

Sanctionné le 14 décembre 1990

Entrée en vigueur: le 14 décembre 1990

Lois modifiées:

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)





CHAPITRE 58

Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale

[Sanctionnée le 14 décembre 1990]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. I-3,
a. 1030,
mod.

1. L'article 1030 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

Date
réputée
du paiement

« 4. Aux fins du calcul des intérêts exigibles, lorsqu'un contribuable paie au ministre ou à une institution financière autorisée par le ministre la totalité ou une partie du montant qu'il doit payer suite à un avis de cotisation, la date de ce paiement est réputée être la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation si le paiement est fait avant le vingt et unième jour du mois qui suit celui au cours duquel l'avis de cotisation a été mis à la poste.

Effet de
commerce

Il en va de même lorsque ce paiement se fait par la remise au ministre, avant le jour prévu au premier alinéa, d'un effet de commerce échéant avant ce jour. ».

c. M-31,
a. 28.2,
remp.

2. L'article 28.2 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est remplacé par le suivant:

Modalités
d'exigibilité
de l'intérêt

« **28.2** Aux fins de l'article 28, lorsqu'un contribuable paie au ministre ou à une institution financière autorisée par le ministre, après l'expiration du délai prévu au paragraphe 4 de l'article 1030 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) mais avant le vingt et unième jour d'un mois subséquent, la totalité ou une partie du montant qu'il doit payer suite à un avis de cotisation, le ministre peut ne pas exiger le paiement de l'intérêt exigible sur ce montant pour la période s'étendant du premier jour de ce mois jusqu'au jour du paiement.

Effet de commerce Il en va de même lorsque ce paiement se fait par la remise au ministre, avant le vingt et unième jour d'un mois, d'un effet de commerce échéant avant ce jour.

Disposition applicable Le présent article s'applique également à l'égard d'un montant réclamé en vertu de l'article 12.2. ».

Paiements non visés **3.** Les articles 1 et 2 ne s'appliquent pas dans le cas d'un paiement fait au ministre par un particulier suite à un avis de cotisation émis en application des dispositions suivantes :

a) la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2) telle qu'elle se lisait avant son abrogation par l'article 6 du chapitre 15 des lois de 1986, à l'égard des successions ouvertes avant le 28 mai 1986;

b) les articles 220.2 à 220.13 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);

c) la partie I de la Loi sur les impôts, à l'exception de l'article 1034, et les parties II à VII de cette loi, lorsque le particulier est tenu d'acquitter le montant autrement qu'à titre de mandataire du ministre;

d) la partie VIII de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait avant son abrogation par l'article 208 du chapitre 15 des lois de 1986, à l'égard d'un don fait avant le 24 avril 1985;

e) la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1);

f) la Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., chapitre S-37.1) telle qu'elle se lisait avant son abrogation par l'article 188 du chapitre 4 des lois de 1988.

Effet **4.** Les articles 1 à 3 ont effet à compter du 12 novembre 1990.

Entrée en vigueur **5.** La présente loi entre en vigueur le 14 décembre 1990.